



LA FORCE PUBLIQUE ET LES INDIGÈNES

Aux origines des mutineries dans les
forces armées congolaises

Hakim MALUDI

Juin 2023



African Security Sector Network (ASSN)

Fondé en 2003, l'**African Security Sector Network (ASSN)**, dont le siège se situe à Accra (Ghana), est un réseau panafricain d'experts et d'organisations travaillant pour promouvoir une gouvernance plus démocratique de la sécurité sur le continent africain.

Pour plus d'informations, veuillez contacter l'équipe de l'**ASSN** par courrier électronique :
info@africansecuritynetwork.org

ou consulter le site web de l'**ASSN**:
<http://africansecuritynetwork.org/assn/>

Article disponible en ligne à

l'adresse : <https://bit.ly/ASSN41>

Pour citer cette publication :

MALUDI (H.), « **LA FORCE PUBLIQUE ET LES INDIGÈNES : Aux origines des mutineries dans les forces armées congolaises.** », ASSN, Juin 2023.

Table des matières

| | |
|--|----|
| SIGLES ET ABBREVIATIONS..... | 4 |
| LA FORCE PUBLIQUE : SYMBOLE DE LA BRUTALITÉ DE L'ÉTAT INDEPENDANT DU CONGO | 5 |
| LA QUESTION ETHNIQUE ET L'APPROCHE BELGE DE LA COMPLEXITE CONGOLAISE | 7 |
| NGONGO LUTETE : LES GERMES DE LA « REVOLTE DES BATETELA »..... | 8 |
| L'ECHEC DE L'IDEAL UNITAIRE DE LA FORCE PUBLIQUE | 11 |

Sigles et abréviations

- M23** : Mouvement du 23 mars
- RDC** : République démocratique du Congo
- FARDC** : Forces Armées de la République démocratique du Congo
- AIA** : l'Association Internationale Africaine
- EIC** : l'État indépendant du Congo
- ANC** : Armée nationale du Congo

Si la République démocratique du Congo (RDC) est en guerre contre le M23 depuis un peu plus d'un an¹, ce conflit impliquant des soldats déserteurs issus de la communauté tutsie n'est en réalité que la continuité de l'une des plus longues crises à motivation ethnique de l'Histoire congolaise. Les crispations identitaires actuelles n'ont eu de cesse d'occasionner des mutineries et désertions dans les rangs des Forces armées de la RDC (FARDC). Les raisons de ces mutineries peuvent être multiples : d'un côté les militaires sont mécontents de leur condition sociale au sein de l'armée nationale, de l'autre ils sont désireux d'assurer eux-mêmes la défense d'une communauté qu'ils considèrent menacée au Congo.

Pour les FARDC, la question de la loyauté de certains de leurs éléments va bien au-delà de cette crise trentenaire. La difficulté à fédérer et à faire cohabiter sous le même corps des militaires issus d'une myriade d'ethnies – la RDC en compte plus d'une centaine – s'est manifestée dès la création de l'appareil sécuritaire congolais. Établie à la fin du XIX^{ème} siècle par le roi Léopold II de Belgique qui fit de l'État Indépendant du Congo sa propriété personnelle², la Force Publique connut immédiatement une série de révoltes qui allaient inaugurer le long cycle des mutineries dans l'histoire militaire congolaise.

Il serait hasardeux de tenter de dresser un comparatif entre l'état actuel de l'armée et celui de son ancêtre colonial, tant le contexte global, l'environnement politico-militaire et les urgences sécuritaires ont évolué. Cependant, la condition même ainsi que les motivations d'un groupe de soldats à se soulever contre leur hiérarchie de l'époque coloniale présentent des similitudes évidentes avec les rébellions contemporaines. À travers l'analyse de ces épisodes de mutineries consécutifs à l'installation d'un système colonial empêchant les Congolais de jouir de leur propre sol, cet article cherche à comprendre les moteurs des frustrations exprimées par des soldats liés par une même appartenance ethnique. Cette approche nous permettra par la suite d'analyser l'échec de l'institution militaire à prendre en compte les problématiques identitaires et sociales au lendemain de la proclamation de l'indépendance.

LA FORCE PUBLIQUE : SYMBOLE DE LA BRUTALITÉ DE L'ÉTAT INDEPENDANT DU CONGO

Lorsque la Conférence de Berlin (1884-1885)³ validait l'acquisition du Congo par Léopold II, une grande partie du pays était toujours sous l'influence des commerçants et esclavagistes arabo-swahilis originaires de Zanzibar⁴. En l'absence d'une force armée institutionnelle pour maintenir l'ordre, Léopold II créa la Force Publique en 1885, dont il confia la direction à des mercenaires européens chargés de préserver les intérêts du roi sur le territoire et de disputer le contrôle du marché de l'ivoire aux Arabes. L'infanterie de cette armée coloniale était alors constituée de soldats zanzibarites recrutés parmi les hommes qui avaient pris part aux expéditions aux côtés des explorateurs⁵, mais également

¹ Vaincu une première fois en 2013, le Mouvement du 23 mars (M23) a repris les armes au début de l'année 2022.

² La colonisation du Congo va connaître deux statuts distincts : L'État indépendant du Congo, propriété personnelle de Léopold II de 1885 à 1908, qu'il cédera à l'État belge en tant que colonie connue sous le nom de Congo-Belge.

³ Conférence réunissant les puissances occidentales, au cours de laquelle elles se répartirent la colonisation de territoires africains.

⁴ Arrivés au Congo 40 ans avant les explorateurs européens, les Arabo-Swahilis exerçaient leur influence sur toute la moitié Est du pays.

⁵ Le XIX^{ème} siècle fut une période traversée par de grandes explorations au Congo, menées par des personnages tels qu'Henri Morton Stanley ou encore David Livingstone, qui bénéficiaient de la connaissance du terrain des Arabo-

de Nigériens et de Libériens issus des colonies de la reine Victoria d'Angleterre. Par la suite, le roi Léopold confia à Camille Coquilhat la réorganisation totale de la Force Publique en 1888, au sein de laquelle des éléments autochtones originaires de toutes les régions du pays allaient être recrutés. Ancien agent de l'Association internationale africaine (AIA), Coquilhat représentait alors l'un des profils européens parmi les plus expérimentés au Congo, grâce notamment à sa participation aux expéditions de Henri Morton Stanley, qui posa les jalons de la mainmise du roi Léopold sur le Congo. C'est sous son impulsion que la Force Publique prit des allures de véritable armée régulière en faveur de laquelle le roi des Belges dépensera la moitié de son budget au cours des premières années.

« Pour l'année 1889, il y avait eu mille cinq cents recrues, mais pour 1904, pas moins de dix-sept mille. À la fin, l'État indépendant disposait de plus de vingt-cinq mille fusils à baïonnette Albin, quatre millions de balles, cent cinquante canons et dix-neuf mitrailleuses Maxim. Il représentait par conséquent la plus grande puissance militaire d'Afrique centrale »⁶.

Composée de soldats congolais placés sous le commandement d'officiers blancs, la Force Publique s'est d'emblée imposée comme une institution brutale et coercitive. Ses bataillons incarnaient l'emprise absolue de Léopold II sur le Congo et l'exploitation intensive de ses matières premières pour son compte personnel. Cette spoliation de l'État indépendant du Congo fut sévèrement dénoncée par des intellectuels tels que Félicien Cattier, docteur belge en droit et en sciences administratives. Dans son « *Étude sur la situation de l'État indépendant du Congo* » (1906), où il dresse les conclusions d'une Commission d'enquête menée sur la gestion de l'État, Cattier propose une description limpide qui nous éclaire sur le système de prédation mis en place par les Belges.

« L'État du Congo, loin de s'acquitter de ce devoir primordial de colonisateur (d'enseigner à l'indigène à tirer de son sol natal un parti de plus en plus complet, à améliorer ses procédés de culture), interdit aux indigènes, d'après les constatations de la Commission d'Enquête de 1904-1905, de tirer parti du sol qui lui appartient légitimement, dans une autre mesure que celle où il l'utilisait avant 1885... Il maintient systématiquement les Noirs dans un état de civilisation inférieure, il les empêche d'améliorer leur condition matérielle. Cette interdiction est imposée dans un but de lucre, pour monopoliser au profit de l'État ou au profit de rares sociétés concessionnaires, les bénéfices résultant de l'exploitation du caoutchouc. »⁷

Concernant le mode de recrutement des soldats, il faut noter que la plupart des hommes étaient enrôlés de force dans les communautés locales. Des éléments déclassés de la société (criminels, prisonniers, villageois pauvres...) étaient également contraints de combattre pour le pouvoir colonial. Ils se voyaient offrir ce qui leur était présenté comme des "avantages", qui n'étaient en réalité que le quotidien ordinaire d'un soldat, avec des salaires réguliers, des rations alimentaires ou la possibilité de voyager et d'explorer de nouvelles régions à l'intérieur du pays. La hiérarchie faisait miroiter aux jeunes volontaires la possibilité d'être accompagnés de leurs femmes et enfants dans les garnisons et de percevoir une maigre rémunération, s'apparentant à une "allocation familiale". Peu de soldats en bénéficiaient réellement. Les Belges usaient également de persuasion pour recruter en expliquant que le service dans l'armée offrait une opportunité de servir le pays et de devenir un héros. Ces

Swahilis. Ces derniers mettaient à leur disposition des guides et des porteurs qui les accompagnaient durant leurs expéditions à travers le Congo.

⁶ David Van Reybrouck (2010) « *Congo, une Histoire* », p.97

⁷ Félicien Cattier, « *Étude sur la situation de l'État indépendant du Congo* », Bruxelles, 1906.

incorporations forcées avaient essentiellement lieu lors de campagnes militaires ou de raids menés dans les villages. Les autorités coloniales pouvaient contraindre les jeunes hommes à s'enrôler en menaçant leur famille ou en les kidnappant. Soumis à des conditions difficiles pendant leur formation et leur service dans l'armée, les recrues étaient exposées à une forte mortalité, alors que les désertions – fréquentes – étaient sanctionnées par la torture, la flagellation et les mutilations.

L'omniprésence de la violence au sein de la Force Publique eut de malheureuses répercussions sur la population congolaise. Dans ses premières années, l'organe sécuritaire colonial jouait davantage un rôle de police et de gendarmerie que de véritable armée. Pourtant, les pratiques militaristes de l'institution étaient toujours clairement assumées. C'est sous ce régime que la Force Publique exerça une brutalité extrême contre les populations exploitées dans l'extraction du caoutchouc, brutalité caractérisée par la généralisation des châtiments corporels : des pratiques qui entraîneront de vives critiques et la dénonciation du monde occidental à l'encontre de Léopold II.

LA QUESTION ETHNIQUE ET L'APPROCHE BELGE DE LA COMPLEXITE CONGOLAISE

Les Belges incorporaient dans la Force Publique des soldats originaires d'ethnies diverses et parfois même ennemies depuis des générations. L'ethnicité, marqueur qui va souder les autochtones enrôlés dans l'armée coloniale, revêt un caractère complexe dans le contexte congolais, tant les ethnies pouvaient parfois s'entrecroiser et se revendiquer d'identités similaires, et tant les conflits étaient exacerbés entre certains clans voisins. Terme plus large que la tribu, l'ethnie peut être définie comme un groupe social dont les membres parlent une langue commune et reconnaissent leur unité sur la base des traditions, croyances, us et coutumes qu'ils partagent.

D'après les documents coloniaux tels que les lettres et rapports rédigés par les officiers belges, il apparaît que l'état-major de la Force Publique possédait une certaine connaissance du contexte interethnique parfois violent et conflictuel au Congo. Aux rapports violents qu'ils trouvèrent entre certains peuples ennemis, tels que les Baluba et les Batetela, les Belges proposèrent également au fur et à mesure un mode de fonctionnement brutal. L'emploi de la force, aussi bien avec les recrues militaires congolaises qu'avec les civils, allait rapidement devenir la norme dans les rapports entre les Européens et des tribus indigènes perçues comme « primitives ». Intimement liés au dessein « civilisateur » dont les Belges se réclamaient porteurs, la violence et le sentiment de suprématie qu'ils avaient développé se trouvaient bien souvent légitimés par les études ethnologiques menées au cours de la période des grandes explorations et enrichies durant la colonisation.

« L'efficacité de toute œuvre de civilisation se mesure sur la connaissance plus ou moins exacte de la mentalité des populations indigènes.

Le colonisateur est, en dernière analyse, un civilisateur. Placé en présence de peuples d'une civilisation inférieure à la sienne, il s'efforce de les élever graduellement à son niveau (...).

La science qui consigne, classe, synthétise les données sur la psychologie des peuples non civilisés, s'appelle l'ethnographie. L'ethnographie est donc à la base de toute action civilisatrice véritable. »⁸

Exploitant les conflits interethniques à leur avantage, les Belges purent compter sur le ralliement volontaire de certaines tribus qu'ils soutinrent contre leurs ennemis. L'un des exemples les plus

⁸ De Jonghe, « L'activité ethnographique des Belges au Congo », *Bull. Soc. Belge Étud. Colon.*, No. 4, Bruxelles, 1908.

évoqueurs de la fin du XIX^{ème} siècle est celui du chef Ben Eki Zappo Moina (également appelé Zappo-Zappo⁹) régnant sur la tribu du même nom. Issu de l'ethnie songye, des combats avec des Baluba dans le Sankuru le poussèrent à se réfugier à Luluabourg où il noua une alliance avec les Belges en 1890¹⁰. Malgré une réputation de chef sanguinaire, qui se rendit responsable d'atrocités et d'actes de cannibalisme sur ses ennemis, Zappo-Zappo fut mentionné en des termes élogieux dans la littérature coloniale.

« Ben Eki Zappó Moina était un chef d'une diplomatie remarquable. La mission catholique de Luluabourg et la mission protestante de Lyebo entretenaient avec lui d'excellentes relations. De son côté, Zappo-Zappo savait tirer de la sympathie des blancs grand profit dans ses rapports avec les autres chefs indigènes. En avril 1895, Michaux recourut à 300 soldats et auxiliaires de Zappo-Zappo pour essayer de réprimer la révolte des Bashilenge dont le chef Kalamba s'était allié aux Kioko et menaçait le poste de Mukabua, à trois jours de marche de Luluabourg (...).

Certains ce sont plaints des cruautés que les Zappo-Zappo étaient réputés infliger à des indigènes ou à des blancs ; Morisson et Sheppard prétendirent que les Zappo-Zappo commettaient des atrocités sous le couvert de l'État. Ces accusations ont été formellement démenties par le Père Cambier qui dirigea pendant de longues années la mission Saint-Joseph près de Luluabourg et connaissait donc parfaitement les habitudes de ces indigènes. »¹¹.

NGONGO LUTETE : LES GERMES DE LA « REVOLTE DES BATETELA »

Léopold II n'exerça pas immédiatement son contrôle sur l'intégralité du territoire congolais. Toute la moitié Est du pays était dominée depuis 1850 environ par les chefs arabo-swahilis qui avaient le monopole sur le marché de l'ivoire. S'ils se sont eux aussi illustrés par des épisodes de violence à l'encontre des autochtones, les Arabo-Swahilis parvinrent également à s'allier à certaines tribus prêtes à les soutenir dans l'extension de leur empire commercial alimenté principalement par l'ivoire et la traite des esclaves.

Ngongo Lutete fut l'un des alliés les plus fidèles de Tippo-Tip¹², le plus célèbre et le plus prolifique des commerçants arabes à avoir régné sur l'Est du Congo. D'origine kusu, une ethnie voisine de celle des Batetela¹³, Ngongo Lutete fait partie des chefs indigènes qui prêtèrent main forte aux Arabo-Swahilis dans la collecte d'ivoire et d'esclaves, une entreprise au service de laquelle il engagea ses propres combattants. Installé par Tippo-Tip à la tête de la région de l'Utetela, il y assura le maintien de l'autorité des esclavagistes sur les populations locales.

L'engagement de Ngongo Lutete en faveur des Arabo-Swahilis fut tel qu'il prit part à leurs côtés aux « Campagnes Arabes de l'État indépendant du Congo ». Cet épisode d'affrontements et d'attaques menés entre 1892 et 1895 sur les stations coloniales des Européens, qui répliquaient en démantelant

⁹ *Zappo-Zappo* est la forme occidentalisée du titre tribal *Nsapu-Nsapu*.

¹⁰ Dans le Sankuru, les Baluba étaient en conflit avec les Songye (branche ethnique des Batetela).

¹¹ Trib. cong., 23 avril 1914, p. 2. — Fr. Van der Linden, *Le Congo, les noirs et nous*, Paris, 1910, p. 199.

¹² Tippo-Tip, de son véritable nom Hamed Bin Muhammad El Mujrebi (1837-1905) est le plus célèbre des marchands d'esclaves du Congo. Ce Zanzibarite symbolise à lui seul la période d'esclavagisme à l'Est du pays au cours de la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle.

¹³ Les Batetela sont liés à l'ethnie des Mongo et sont originaires du Sankuru et du Lomami au centre du Congo. Ils revendiquent également une affiliation à Ngongo Lutete.

les fortifications arabes, allait signer la conquête totale du Congo par Léopold II. Après avoir subi une série de défaites face aux éléments de la Force Publique basés à Lusambo, Ngongo Lutete décida de tourner le dos aux Arabo-Swahilis pour rejoindre les rangs de l'État indépendant du Congo (EIC) avec ses hommes.

« Réalisant que l'avenir appartenait à cette force montante, il s'y rallia en reconnaissant l'autorité de l'État (...). Les nouveaux alliés contre-attaquèrent et se rendirent maîtres en quelques mois de Nyangwe et Kasongo, enlevant aux Arabes leurs principaux points d'appui. Ces succès étaient dus en grande partie au revirement de Ngongo Leteta¹⁴ qui fournit une aide décisive. Il n'en recueillit aucun bénéfice. Revenu en Utetela où éclataient des troubles, il fut accusé de trahison par le résident européen. Condamné à mort sans grandes preuves par un conseil de guerre en septembre 1893, il fut passé par les armes »¹⁵.

Icône et héros de la lutte anticoloniale pour les uns, traître pour les autres, la mémoire collective congolaise continue à questionner le statut réel de Ngongo Lutete aujourd'hui. Sa mort, qui causa un traumatisme chez les Batetela, provoqua un choc également dans les rangs de l'EIC. Pour avoir mené sans l'accord de sa hiérarchie le simulacre de procès ayant abouti à l'exécution de Ngongo Lutete, le lieutenant Scheerlink et ses assesseurs furent sanctionnés par Francis Dhanis, capitaine-commandant de l'EIC.

L'ancienne garde de Ngongo Lutete, composée de 600 hommes, fut envoyée en garnison à Luluabourg¹⁶ par l'EIC qui craignait une rébellion. Intégrés à la Force Publique, nombreux sont ces Batetela qui combattirent quelques mois auparavant aux côtés des Arabo-Swahilis. Ces éléments montrèrent bien peu d'entrain à se battre à présent pour des Blancs perçus comme des envahisseurs responsables de la mort de leur chef. En dehors de l'aspect militaire, ils étaient contraints de travailler pour les autorités coloniales, fournissant de la main-d'œuvre pour la construction de routes, de chemins de fer et d'autres projets d'infrastructure. Soumis aux mauvais traitements et à la sévérité des officiers européens, les Batetela souffrirent également de maladies et de malnutrition dans les rangs de la Force Publique et un grand nombre d'entre eux en succomba. Cet ensemble de facteurs créa un sentiment d'humiliation chez ces nouveaux soldats, mus par une volonté de vengeance à l'encontre des officiers de la Force Publique. Ce sentiment se diffusa aussi auprès de soldats appartenant à d'autres ethnies. C'est ainsi que lorsque l'on évoque la « révolte des Batetela », telle qu'elle fut désignée par les colons, il faut entendre qu'elle ne concernait pas uniquement des Batetela, mais qu'ils étaient bien les meneurs d'un mouvement intégrant d'autres populations autochtones ainsi que quelques anciens esclavagistes arabo-swahilis.

« Laissez courir les soldats, ce sont des noirs comme nous mais il nous faut les Blancs ! »

Le 4 juillet 1895, les Batetela se révoltèrent. Suite à la flagellation de l'un de leurs représentants, des centaines de soldats lancèrent des attaques coordonnées contre les stations de Luluabourg et de Mukabwa contrôlées par la Force Publique. Le nombre exact de mutins a toujours prêté à discussion et plusieurs auteurs de l'époque coloniale ont avancé des chiffres soit invérifiables, soit se

¹⁴ Ngongo Leteta fait référence au nom de Ngongo Lutete davantage employé pendant la période coloniale, les deux orthographes sont exactes.

¹⁵ François Renault, « *Tippo-Tip, un potentat arabe en Afrique centrale au XIX^{ème} siècle* », Paris, 1987, p.239.

¹⁶ Luluabourg était le nom colonial de l'actuelle ville de Kananga (province du Kasai Central).

contredisant les uns les autres¹⁷. Au cours des premières heures du soulèvement, les insurgés s'acharnèrent sur le capitaine Pelzer, officier de la Force Publique particulièrement connu pour sa dureté à l'égard des indigènes. Les mutins l'achevèrent à coup de crosse et lui coupèrent une oreille qu'ils envoyèrent à Kalamba, un chef des Bachilangué, peuple voisin décrit comme « imparfaitement soumis »¹⁸ par les Européens. Blessé par balle, le lieutenant Cassart parvint à être évacué à temps.

Le soulèvement eut également un impact sur les rivalités tribales existant alors au Congo. Par exemple, sur les stations attaquées, les Batetela ne s'en prirent pas seulement aux Blancs, mais également aux Baluba, peuple alors considéré comme ennemi avec lequel les affrontements étaient fréquents dans les rangs de la Force Publique. Pourtant, de nombreuses factions balubas parvinrent à surmonter leur inimitié envers les Batetela pour prendre part à l'insurrection à leurs côtés. Dans leur fuite en revanche, il apparaît que les Batetela ciblaient en priorité les soldats blancs de la Force Publique, montrant une certaine mansuétude envers leurs compatriotes noirs combattant dans les rangs ennemis.

« Je vis de nombreux groupes de Batetela du pays qui s'étaient joints aux soldats révoltés courir vers la ligne de retraite en criant : « Laissez courir les soldats, ce sont des noirs comme nous mais il nous faut les Blancs. Je ne sais pas ce que les Blancs sont devenus mais comme tous les indigènes du pays se sont joints aux soldats batétélas, il est probable qu'ils ont été tués ou faits prisonniers »¹⁹.

Si l'EIC percevait un mécontentement au sein de la communauté batetela, jamais il n'en prit la réelle mesure et son Renseignement fut dépassé par l'ampleur de la révolte. Les Européens mirent ainsi deux mois à se réorganiser et à poursuivre les mutins rejoints par des combattants autochtones. Il est important de noter ici que de nombreux villages batételes restèrent fidèles à l'autorité de l'EIC ; ils secoururent et ravitaillèrent les officiers de la Force Publique dans leur traque des mutins.

Après trois mois de guerre asymétrique, essentiellement basée sur la guérilla, l'EIC, mieux armé et bénéficiant d'un renfort de 200 hommes arrivés de la "Zone arabe"²⁰, vint à bout des insurgés dans la région de Ngandu, dans le Sankuru. Les récits coloniaux font état de plus de 300 soldats de la Force Publique tués²¹ alors que le bilan du côté des Batetela reste flou, d'autant que les survivants parmi les combattants défaits se replièrent au Kasai ou au Maniema afin de reconstituer des groupes rebelles.

Cette révolte de Luluabourg ne fut en réalité que l'élément déclencheur de toute une série de soulèvements orchestrés au sein de la Force Publique, dont par exemple la révolte de l'avant-garde de l'expédition du Nil, qui eut lieu de 1897 à 1898. D'autres mutineries eurent également lieu ailleurs dans le pays, comme en 1900 près de Boma, capitale de l'EIC. Afin de prévenir tout risque de nouvelle mutinerie, les Belges décidèrent d'affecter les soldats congolais dans des régions lointaines de leurs terres natales, afin d'annihiler tout ancrage local. La mise en place d'un système de quotas, sensé limiter drastiquement le nombre de soldats déployés dans leur région d'origine, permit à la Force Publique de constituer des régiments beaucoup plus hétérogènes d'un point de vue ethnique, cherchant avant tout à étouffer tout sentiment de solidarité tribale dans ses rangs. Ces aménagements

¹⁷ Cf. Marcel Storme, *La mutinerie militaire au Kasai en 1895, Chapitre VI, Un dédale de chiffres, surtout p.63, Bruxelles, 1970.*

¹⁸ Auguste Verbeken, *La révolte des Batetela en 1895*, p.20, Bruxelles, 1957.

¹⁹ *Ibid*, Lettre du lieutenant Légat au commandant Gillain.

²⁰ Terme militaire colonial pour désigner les zones d'influence arabo-swahilie dans le Sankuru, le Maniema et les Stanley-Falls.

²¹ *Ibid*, Lire lettre du 21 août 1895 du commandant Michaux au commandant Gillain, p.68.

furent réellement effectifs à partir de 1908 avec la réorganisation de la Force Publique en 21 compagnies distinctes réparties sur l'ensemble du territoire. Celles-ci furent chacune composées de 150 militaires, de 8 sous-officiers congolais et de 4 officiers belges. Enfin, ces compagnies n'intégrèrent pas plus de 25% de soldats issus de la même ethnie ou originaires des régions dans lesquelles ils furent affectés.

Ce modèle, qui perdurera sous le Congo Belge, sera célébré comme l'une des grandes réussites de leur « œuvre civilisatrice » par les colons.

« La Force Publique reste le miracle du Congo-Belge. La Force Publique est aujourd'hui la seule institution solide de ce pays. Ses soldats ont un esprit de corps : ils ne sont plus Bangala, Bayaka ou Bakongo²², ils sont de la Force Publique. Ils ont tous le même air martial, le même sourire jusqu'aux oreilles, la même efficacité aussi. La Force Publique a fait une prodigieuse démonstration : bien dirigés, bien entraînés, les Congolais sont capables de grandes choses »²³.

Après les années d'agitations et de révoltes, les soldats de la Force Publique participèrent brillamment aux deux guerres mondiales en tant que colonie belge. Très peu de désertions furent enregistrées dans les rangs de la Force Publique. Ils s'illustrèrent particulièrement dans l'Est-Africain allemand durant la guerre de 1914-1918²⁴, au cours de laquelle leur attitude au front impressionna les officiers belges présents à leurs côtés. Ces derniers semblèrent même pour la première fois considérer l'humanité de leurs frères d'armes.

« Non, ces hommes, qui ont lutté, souffert, espéré, aimé, enduré, vaincu avec nous, pour nous, comme nous, ce ne sont pas, ce ne sont déjà plus des sauvages, des barbares. S'ils surent être nos égaux devant la souffrance et la noblesse du sacrifice, ils doivent, ils sauront le devenir aussi devant la civilisation²⁵ ».

L'ÉCHEC DE L'IDEAL UNITAIRE DE LA FORCE PUBLIQUE

En 1960, la Force Publique était une armée de 25.000 hommes, dont 1000 officiers et sous-officiers, tous européens. Le plus haut grade occupé par un soldat congolais fut celui d'adjudant. Cette discrimination alimenta le mécontentement de soldats congolais n'ayant connu la Force Publique qu'en tant qu'institution de domination et d'humiliation des Congolais, qu'ils soient civils ou militaires. C'est notamment contre ce système que le héros congolais de la lutte pour l'Indépendance, Patrice Lumumba, brisa le protocole d'une cérémonie feutrée pour prononcer son célèbre discours du 30 juin 1960²⁶ en réponse au discours paternaliste du roi Baudoin de Belgique.

« Nous avons connu les ironies, les insultes, les coups que nous devons subir matin, midi et soir, parce que nous étions des « nègres ».

Nous avons connu les souffrances atroces des relégués pour opinions politiques ou croyances religieuses ; exilés dans leur propre patrie, leur sort était vraiment pire que la mort même.

²² Il s'agit ici de groupes ethniques du Congo.

²³ Extrait de *La Libre Belgique* du 5 juillet 1960.

²⁴ Malgré son statut de neutralité, la Belgique se lia de fait avec la France et l'Angleterre suite à l'invasion de son territoire par l'Allemagne.

²⁵ Louis Habran, *Coup d'œil sur le problème politique et militaire du Congo belge*, Bruxelles, 1925.

²⁶ Date de la proclamation de l'Indépendance congolaise.

Nous avons connu qu'il y avait dans les villes des maisons magnifiques pour les Blancs et des paillottes croulantes pour les Noirs.

Qui oubliera enfin les fusillades où périrent tant de nos frères, les cachots où furent brutalement jetés ceux qui ne voulaient plus se soumettre au régime d'injustice, d'oppression et d'exploitation. Nous qui avons souffert dans notre corps et dans notre cœur de l'oppression colonialiste, nous vous le disons tout haut : tout cela est désormais fini ».

Aussitôt l'Indépendance de la République du Congo²⁷ proclamée, « *le miracle du Congo Belge* » s'effondrait et une série d'actes de rébellions firent voler en éclats l'illusion d'une Force Publique une et indivisible. Aux vellétés identitaires, s'ajoutèrent des aspirations sociales qui constituèrent le moteur de multiples frustrations exprimées par les soldats congolais à travers plusieurs crises successives.

- 4 juillet 1960, incident au camp militaire Léopold²⁸, à Léopoldville²⁹ : Un gradé congolais se fit le porte-parole de soldats épuisés par des semaines de longues opérations de maintien de l'ordre et lassés de leur condition malgré l'accession à l'Indépendance. Pour avoir appelé à la désobéissance, ses grades lui furent retirés et il fut mis au cachot.

- 5 juillet 1960, mutineries à Léopoldville et Thysville³⁰ : Au lendemain de l'incident au camp militaire Léopold, le commandant en chef de la Force Publique, le général belge Emile Janssens, recadra les soldats. Il leur rappela que leur mission était inchangée et que le respect de la discipline devait rester intact. Ces propos provoquèrent la colère de 500 soldats qui tentèrent d'attaquer le dépôt d'armes.

Pour ramener le calme au camp Léopold, le général Janssens appela en renfort la garnison de Thysville, située à 130 km de Léopoldville. Un groupe de soldats congolais refusa d'obéir aux ordres et s'empara des armes et des munitions. De nombreux officiers blancs furent agressés par les mutins et certains furent mis au cachot.

- 6 juillet 1960, chasse aux Européens de Thysville : Le lendemain de l'attaque du camp, les mutins quittèrent leurs quartiers et s'en prirent aux Blancs de Thysville et des environs. Des hommes furent attaqués, des femmes violées et de nombreux Européens furent contraints de fuir vers Kinshasa. Aucune attaque ne fut lancée par les autorités sur Thysville. Les Belges redoutèrent en effet d'être dépassés par les mutins, plus nombreux, et de voir les soldats congolais loyalistes finir par rejoindre les fauteurs de troubles.

- 6 juillet à Léopoldville, des soldats menacent de tuer Patrice Lumumba : Pour tenter d'apaiser les esprits au camp Léopold, le Premier ministre Patrice Lumumba annonça l'élévation en grade de tous les soldats, sans qu'aucun ne devienne pour autant sous-officier. La mesure ne convainquit pas les soldats qui exigèrent une profonde réforme de la Force Publique et le renvoi des officiers européens qui s'étaient rendus coupables de mauvais traitements à leur égard. Perçu comme un complice de ce mode de fonctionnement, Lumumba fut menacé par certains soldats qui souhaitaient se rendre à son

²⁷ De 1960 à 1964, le Congo porte le nom de République du Congo, avant de devenir la République démocratique du Congo.

²⁸ Il s'agit de l'actuel camp militaire de Kokolo, à Kinshasa.

²⁹ Léopoldville est le nom colonial de Kinshasa, capitale de la RD Congo.

³⁰ Thysville est le nom colonial de l'actuelle ville de Mbanza Ngungu (province du Kongo Central).

domicile. Le Premier ministre annonça finalement la révocation du général Janssens pour avoir sollicité l'intervention de l'armée belge au Congo sans en informer les autorités congolaises.

Cette succession d'événements conduisit Patrice Lumumba à donner un visage plus congolais à la Force Publique, qui fut rebaptisée le 8 juillet 1960 « *Armée nationale du Congo* » (ANC). En remplacement de Janssens, Lumumba nomma un nouveau chef d'état-major originaire de la province de l'Equateur, la même dont furent originaires tant de Bangala qui servirent sous la Force Publique ; il s'agit du colonel Mobutu. Cette nomination lança le processus d'africanisation de l'armée congolaise, avec l'accession au rang d'officier de nombreux soldats congolais. Ces nouveaux hauts-gradés, s'ils ont pu obtenir le retour à l'apaisement dans leurs garnisons, furent contraints de compter sur l'aide militaire internationale, notamment des Belges, pour éviter le morcellement d'un pays miné par les revendications tribalistes et régionalistes. En effet, l'été 1960 fut celui de l'éclatement géographique du Congo. L'Indépendance du pays proclamée, les deux provinces aux sous-sols les plus riches du pays, le Sud-Kasaï³¹ et le Katanga³² faisaient sécession et déclaraient également leur propre indépendance. Portées par des hommes politiques hostiles au pouvoir central, tels que Moïse Tshombe au Katanga, ennemi juré de Patrice Lumumba, les aspirations politiques et autonomistes supplantèrent les revendications sociales exprimées par les soldats et plongèrent le Congo dans la guerre civile.

L'histoire de la Force Publique comme institution militaire, dans son rapport avec les Congolais, pourrait se résumer à celle de dysfonctionnements perpétuels d'une hiérarchie exclusivement européenne qui a pendant 75 ans fait de la violence systémique son mode de fonctionnement au Congo. En essuyant une succession de soulèvements et d'actes de mutineries dès sa création, la Force Publique signa les débuts d'une histoire militaire congolaise qui restera marquée par les incompréhensions sociales, les crises identitaires et l'injustice salariale. Jusqu'à l'époque actuelle, chacun de ces aspects aura, à tort ou à raison, servi de justification aux nombreuses rébellions qui ont constamment fracturé l'armée congolaise. Le non-paiement des primes de combats, l'expression de revendications ethniques, l'élévation en grades d'officiers appartenant aux mêmes tribus que leur hiérarchie ou l'application de châtiments corporels sont autant de maux soit hérités de la période coloniale, soit en permanence réinventés au détriment des soldats congolais.

³¹ De juin 1960 à décembre 1961, la province du Sud-Kasaï fit sécession sous le nom d'État minier du Sud-Kasaï. La fin de la sécession fut entérinée au prix d'une campagne militaire sanglante.

³² En juillet 1960, l'Indépendance de l'État du Katanga est proclamée et Moïse Tshombe en est le Président. La crise durera jusqu'en janvier 1963 avec l'intervention de l'ONU qui permit la réunification du Congo.